



Le Parisien



PSG - Lille
Pochettino
serein malgré
les épreuves
PAGES 14 ET 15

LP/ARNAUD JOURNOS

MERCREDI 17 MARS 2021 N° 23808 - 1,70 €

Covid-19

Un an après, on n'en sort toujours pas

■ Castex
redoute
la 3^e vague

■ L'hôpital
sous haute
tension

■ Va-t-on
vers un
reconfinement?

PAGES 2 À 5

LP/ARNAUD JOURNOS

PALMARÈS 2021 Les meilleurs lycées de votre département



LP/PHILIPPE DE POULPQUET

CAHIER LE GRAND PARISIEN
ET PAGE 9

Entretien P.12 ET 13

Darmanin : « 450 points
de deal démantelés
depuis septembre »

OLYMPIA Les anecdotes savoureuses de l'ex-régisseur

PAGE 24



DR

LE FAIT DU JOUR



JEAN-MICHEL SALVATOR

Puissants réseaux

Après un an de pandémie, les réseaux sociaux sont devenus les maîtres des horloges. C'est la première crise majeure dans laquelle ce nouveau média a eu tant d'influence sur l'opinion et les gouvernants. Twitter a profité de la période grâce à Donald Trump qui a comparé le Covid à une grippe saisonnière. Les complotistes étaient aux anges. En France, les antimasques se sont déchaînés sur Facebook jusqu'à la fin de l'été pour moquer les gestes barrière et crier à la dictature sanitaire. Il y a eu aussi les campagnes anticonfinement menées contre les « enfermistes », qui accusaient le pouvoir de vouloir mettre le pays sous cloche. Puis les antivax ont mis en garde contre l'ARN messager des vaccins Pfizer et Moderna. Ils soutenaient mordicus que cette nouvelle technique menacerait gravement notre génome et nous transformerait en OGM. Conséquence, l'Union européenne et le gouvernement français ont multiplié les précautions dans les commandes, le calendrier et la politique vaccinale. Depuis janvier, ces mêmes réseaux sociaux tournent casaque et relaient sans discernement que l'AstraZeneca a des effets secondaires comme les thromboses, même si aucun lien de causalité n'a été établi. Et tant pis si 11 millions de Britanniques ont été vaccinés avec ce sérum-là ! Sur les réseaux sociaux, le principe de précaution (par ailleurs légitime) est brandi sans nuance, comme si le vaccin était plus dangereux que le variant. Cette pression relayée par les sites Internet et les chaînes d'info finit par influencer les élus. Les pays du Nord puis l'Allemagne et la France ont suspendu lundi l'AstraZeneca. Il n'est pas certain que cette tyrannie des réseaux sociaux facilite la prise de décision de nos gouvernants, qui s'adaptent. Jean Castex se retrouve sur Twitch et Emmanuel Macron lance un défi à deux youtubeurs, McFly et Carlito, pour faire la com des gestes barrière. Une consécration !

COVID-19, UN AN APRÈS L'appel à un hommage aux soignants

EXCLUSIF Le 17 mars 2020, la France se claquemurait. Alors que le pays est à nouveau au bord du confinement, des voix s'élèvent pour dédier cette journée aux hospitaliers, de nouveau en première ligne face à la flambée de l'épidémie.

PAR FLORENCE MÉRÉO

IL Y A DES NUITS de garde qui ne s'oublient pas. Début mars 2020, le docteur Joy Mootien est appelé pour un patient en détresse respiratoire. « A-t-il voyagé en Italie ? » demande le réanimateur à sa famille. « Non, mais il a participé à un rassemblement religieux. » Celui qui deviendra le fameux « cluster évangélique de Mulhouse ».

Une semaine plus tard, l'hôpital du Haut-Rhin est submergé, 18 de ses 20 lits de réanimation médicale sont occupés par des patients atteints du Covid. Bientôt, il faudra l'appui d'un hôpital militaire de campagne. Bientôt, la situation du Grand-Est ne sera plus une exception. Bientôt, la France va connaître son premier confinement. Ce sera le 17 mars, il y a pile un an.

Le pays à nouveau dans le rouge

Douze mois durant lesquels plus de 91 000 vies ont été fauchées. Où l'épidémie s'est fatiguée, puis ragaillardie, boostée par le variant anglais. Ce que l'on imaginait être une parenthèse s'est installé dans nos quotidiens, Jean Castex parlant désormais de « sorte de troisième vague ». Aujourd'hui, l'Hexagone vire au rouge, et l'exécutif n'exclut plus de nouvelles mesures, voire une troisième mise sous cloche de tout ou – plus probablement – partie du pays.

« Nous aurons à prendre dans les jours qui viennent, sans doute, de nouvelles décisions », a averti Emmanuel Macron, qui a consulté hier des membres du conseil

scientifique chargé de l'éclairer sur la crise. La seule bouffée d'oxygène a pris du plomb dans l'aile. Le vaccin d'AstraZeneca, suspecté de provoquer des troubles de la coagulation, reste suspendu dans la majeure partie de l'Europe. Bien que « fermement convaincue » de son bénéfice, l'Agence sanitaire du Vieux Continent rendra un avis plus poussé demain.

« Ce que la France vit, la douleur des familles, est affreusement brutal, reprend le docteur Mootien. Mais cette année de crise aura montré la capacité des hôpitaux et des équipes à s'adapter. » C'est dans ce contexte de tension dans les établissements de santé, Ile-de-France en tête, qu'un appel à commémoration va être lancé aujourd'hui, comme nous le révélons.

« Nous souhaitons la création d'une journée nationale de célébration des soignants de l'hôpital public. Nous lancerons la première édition le 17 mars 2022 », nous annonce Frédéric Valletoux, le patron de la Fédération hospitalière de France (FHF) qui fédère 1 000 hôpitaux et 4 500 Ehpad publics. Un appel de la FHF, soutenu par l'Institut Covid-19 Ad Memoriam, un espace de mémoire présidé par l'anthropologue du conseil scientifique Laëtitia Atlani-Duault et dont le président d'honneur est Jean-François Delfraissy, le chef de file du même conseil scientifique.

Un 17 mars de mémoire, pour quoi faire ? « Pour valoriser l'engagement de nos soignants, qui ne s'est pas démenti depuis un an et est parti pour durer, détaille Frédéric

Valletoux. Il y a ensuite une dimension politique : nous voulons que chaque année, à cette date, se tienne un débat sur l'état du système de santé, une question qui sera au cœur de la campagne présidentielle. »

Les blouses blanches broient du noir

Hier, le patron de la FHF a présenté son projet à Emmanuel Macron qui s'est dit « séduit par l'idée ». Et a posé sur la table du chef de l'Etat un sondage* qu'il nous dévoile. On y observe que les blouses blanches, fatiguées et peu confiantes en l'avenir, broient du noir. Si 46 % sont « tout à fait » fières de leur métier, seules 12 % sont « totalement » satisfaites de leurs conditions de travail.

« L'oubli arrive vite. Or, il s'agit ici de ne pas oublier, ni les actes de bravoure individuels ni la force dont a fait

preuve le système de santé français, pointe de son côté l'anthropologue Laëtitia Atlani-Duault, dont l'institut lance également un appel à témoignages des personnels hospitaliers. Garder trace de ce qu'il s'est passé est essentiel, c'est un legs aux générations futures et une façon de préparer nos sociétés en cas de nouvelle pandémie, crise sanitaire ou même environnementale. »

En clair, ne pas délaisser le futur, même quand le présent (op)presse. « La situation est critique, relève Frédéric Valletoux. Le Conseil de défense qui doit se tenir aujourd'hui ne

doit pas exclure l'idée de re-confinements territorialisés. Il faut en finir avec ce tabou. »

* Sondage Harris Interactive, réalisé en ligne du 2 au 10 mars auprès de 511 personnels hospitaliers et 1 029 personnes de la population française.

DÉCRYPTAGE

AstraZeneca suspendu à cause de caillots « atypiques »

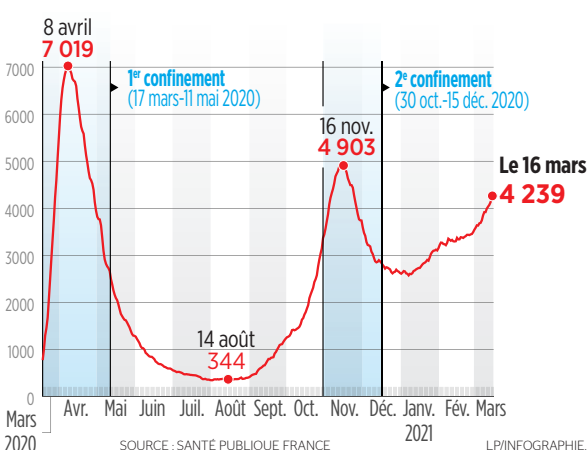
CE N'EST PAS leur nombre, mais leur spécificité qui pose question. Interrogé hier sur France Inter, Alain Fischer, le Monsieur Vaccin de la crise, a insisté sur le « caractère atypique » des événements indésirables soupçonnés d'être en lien avec la vaccination AstraZeneca. Ceux qui ont justifié la suspension des injections avec le sérum du groupe britannico-suédois dans la plupart des pays d'Europe, dont la France qui a emboîté le pas à l'Allemagne ce lundi après-midi.

En cause, des déclarations de problèmes sanguins pou-



En route pour une troisième vague ?

— Nombre de patients en réanimation





Hôpital Pitié-Salpêtrière (Paris), lundi. Un an après le premier pic épidémique, qui avait débordé les hôpitaux et imposé le confinement, le pays est à nouveau sous haute tension.

91 170 décès en France

(depuis le 2 mars 2020, dont Ehpad, hors morts à domicile)

65 765 décès à l'hôpital (+ 314) 25 405 décès en Ehpad et étab. médico-sociaux (+ 94)*



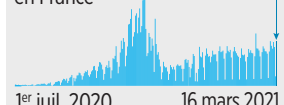
25 492 pers. hospitalisées (+ 23)



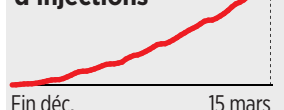
dont 4 239 en réanimation (+ 20)

Taux de positivité des tests 7,5 % (+ 0,1)

Evolution quotidienne du nombre de cas confirmés en France + 29 975



Vaccin : évolution du nombre d'injections 7 552 120 (dont 2 256 385 2^e doses)



* Entre vendredi et hier.

vant s'avérer graves. Une trentaine au total, sur l'ensemble des vaccinés. Parmi eux, une poignée de thromboses veineuses, ces caillots de sang qui se forment dans une veine, souvent dans les membres inférieurs (la fameuse phlébite). Une inflammation qui touche d'ailleurs environ un patient atteint du Covid sur 100. « Il n'y a pas d'excès de ces thromboses avec la vaccination », pointe Julien Carvelli, médecin réanimateur à Marseille, spécialiste des questions d'immunologie auxquelles il consacre ses recherches.

Alerte « justifiée »

Non, ce qui est bel et bien « atypique » est une autre forme de thrombose, plus rare, dite « veineuse cérébrale » et touchant donc une veine du cerveau. « La localisation fait son caractère spécifique », note le médecin. En Allemagne, selon l'Institut sanitaire Paul-Ehrlich, sept cas sur des patients âgés de 20 à 50 ans, dont six femmes, ont été répertoriés. Trois décès sont à déplorer.

« 1,6 million d'Allemands ont été vaccinés avec AstraZeneca. Sept cas sont survenus pour un seul habituellement constaté en population non vaccinée sur quinze jours. L'alerte de pharmacovi-

gilance est donc parfaitement justifiée », tranche le docteur Carvelli, sans pour autant être d'accord avec la décision immédiate de suspendre la campagne vaccinale avant même le rendu final de l'enquête. « Cela crée une cacophonie et entraîne une perte de crédibilité », estime-t-il. Et le médecin de rassurer : « C'est quelque chose que l'on sait prendre en charge, diagnostiquer et traiter. Cela peut se manifester par des maux de tête, une hypertension à l'intérieur du cerveau. »

Dans la famille « atypique », la professeure d'inféctiologie à l'hôpital parisien Saint-Antoine Karine Lacombe a aussi remarqué les cas norvégiens et danois. « Les personnes souffrent à la fois de thrombose et d'une diminution du nombre de plaquettes, ce qui abaisse le pouvoir de coagulation. Ça arrive mais c'est quand même très particulier », observe-t-elle.

« Reste que, selon moi, la suspension n'aurait pas dû avoir lieu. J'aurais préféré une enquête, puis une décision plutôt que ce va-et-vient qui fait du mal à la campagne de vaccination. La décision est politique, elle n'est pas médicale ou scientifique. »

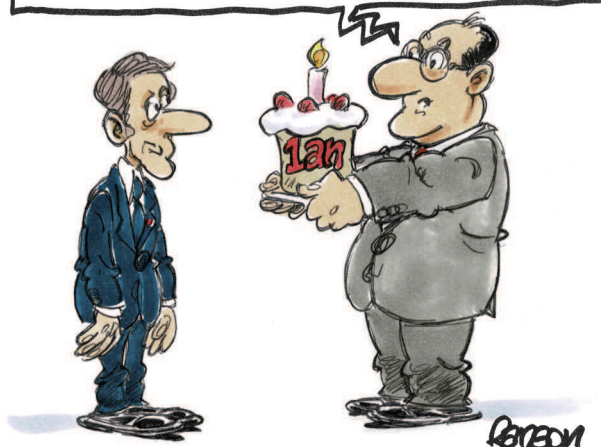
« Passer de la corrélation à la causalité, ce n'est pas la même chose ! On ne sait pas

si c'est le vaccin qui a causé ces problèmes », abonde l'immunologiste Eric Vivier, qui appelle à la prudence quant aux réactions trop rapides, alors que la situation sanitaire continue de se dégrader.

Hier, les experts de l'Agence européenne des médicaments (EMA) se sont réunis une première fois. L'EMA reste « fermement convaincue » des bénéfices du vaccin AstraZeneca, a dit le régulateur. Mais son verdict final est attendu demain.

FL.M.

C'EST PEUT-ÊTRE IMPRUDENT DE SOUFFLER LA BOUGIE SI ON NE PEUT PAS SE FAIRE VACCINER.



Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, ici en visite vendredi dans un centre de vaccination, a redit toute sa confiance en AstraZeneca.

Le Royaume-Uni persiste et signe

DE NOTRE CORRESPONDANTE
CHLOÉ GOUDENHOOF
À LONDRES (ROYAUME-UNI)

LA PEUR qui gagne l'Europe au sujet du vaccin d'AstraZeneca n'a pas traversé la Manche. Une vingtaine de pays, dont la France, ont suspendu ces derniers jours son utilisation par précaution après le signalement d'effets secondaires « possibles » mais sans lien avéré à ce stade. Le Royaume-Uni, où a été conçu l'AstraZeneca qui a déjà servi à immuniser 11 des 25 millions de personnes vaccinées, compte bien continuer sur sa lancée.

« Nous avons l'un des régulateurs les plus stricts et les plus expérimentés au monde, et il ne voit aucune raison d'arrêter le recours à ce vaccin », a déclaré le Premier ministre, Boris Johnson. Les Britanniques, de leur côté, ne se laissent pas non plus impressionner par les précautions européennes. « Cela ne m'inquiète pas du tout. Quand ce sera mon tour de recevoir ce vaccin, j'irai avec grand plaisir ! » assure Mike, un cuisinier du nord de Londres.

« Rien de suffisamment sérieux n'est remonté »

« J'ai eu ma première injection d'AstraZeneca, et je n'ai eu aucun problème », pavoise Briand, un sexagénaire, la casquette gavroche enfoncée sur le front. « Les pays européens vont regretter d'avoir suspendu l'utilisation de ce sérum. Cela va retarder la lutte contre le virus et la fin du confinement », prédit-il.

Nous avons l'un des régulateurs les plus stricts au monde et il ne voit aucune raison d'arrêter le recours à ce vaccin

BORIS JOHNSON, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE

Les troubles communs liés aux injections d'AstraZeneca que rapporte le gouvernement britannique se résument à des douleurs dans le bras, une sensation de fatigue, des maux de tête, nausées et vomissements. « Il existe ici un système de contrôle appelé Yellow Card, chapeauté par la MHRA, l'agence nationale de régulation des médicaments. Il permet à chacun de signaler des effets indésirables, explique le professeur Colin Harwood, spécialiste en microbiologie moléculaire. En ce qui concerne l'AstraZeneca, rien de suffisamment sérieux n'est remonté qui justifierait de remettre en cause son utilisation. »

Une trentaine de cas suspects sur 17 millions

Selon les données du laboratoire britannico-suédois, au 8 mars, seuls 15 cas de thrombose veineuse profonde et 22 cas d'embolie pulmonaire ont été observés sur les plus de 17 millions de personnes ayant reçu le sérum du géant pharmaceutique dans l'Union européenne et au Royaume-Uni. « Nous examinons de près les rapports, mais les preuves disponibles ne suggèrent pas que le vaccin est la cause (NDLR : des signalements ayant justifié la suspension) », a commenté le docteur Phil Bryan, chef du département vaccination à la MHRA.

« Les caillots sanguins peuvent survenir naturellement et ne sont pas rares. Le nombre de cas signalés après injection n'est pas supérieur au nombre qui se serait produit naturellement dans la population vaccinée. » Les mesures de précaution prises par certains pays européens n'ont donc pas lieu d'être pour les Britanniques. « Les risques liés au Covid-19 sont bien supérieurs à ceux liés aux vaccins », insiste le professeur Colin Harwood.

➔ LIRE LA SUITE DU FAIT DU JOUR PAGES 4-5

LE FAIT DU JOUR



Hôpital Georges-Pompidou, Paris (XV^e), lundi. Gail Lopez, Américaine de 71 ans, tente de se lever pour la première fois. C'est son mari qui lui a transmis le virus. Pourtant, « on a fait tellement attention », se lamente-t-elle.

En réa, le retour « à la case départ »

Les services accueillant les cas graves de Covid sont à saturation en Ile-de-France. Nous étions lundi matin à l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris, où patients et soignants racontent leur combat.

PAR ELSA MARI

DANS les couloirs de l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris (XV^e), nous avons suivi les équipes de réa, qui tentent de faire face à l'afflux de malades.

■ 9 h 30 : « Une telle tension, c'est très inhabituel »

Unité 1, service de réanimation à Georges-Pompidou, établissement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Une heure plus tôt, un patient vient encore de mourir du Covid. Six en une semaine. Malgré tout, un calme étonnant, ponctué par quelques alarmes, règne dans la grande pièce, desservant chaque chambre, porte ouverte, d'où l'on aperçoit les victimes du virus, à demi-nues, presque assises, un tuyau au fond de la gorge.

A leur chevet, les blouses blanches restent concentrées, leurs gestes lents. « Le stress, c'est l'ennemi du réanimateur et il ne faut surtout pas en rajouter, c'est suffisamment dur pour les patients », souffle le chef de service, Jean-Luc Diehl. Ici, 19 lits sont pris, « c'est très inhabituel, c'est la troisième fois en un an qu'on se retrouve dans une telle tension », souligne-t-il. Jour après jour, la situation se dé-

grade. Tous les soignants l'ont remarqué : depuis l'arrivée du variant anglais, les malades en réa, la plupart avec des comorbidités, sont plus jeunes. « On se pose des questions, est-ce qu'il provoque des formes plus sévères ? Pour l'instant, c'est une piste », poursuit le professeur.

Ici, six femmes et treize hommes – Michèle, Mohamed ou Danièle, contaminés à 90 % par la souche britannique – sont entre la vie et la mort. La pression est telle que des transferts sont en préparation. Samedi, un prêtre de 80 ans a été évacué par hélicoptère vers Angers. Ce n'était pas arrivé depuis la première vague. Trois autres « sont éligibles » dans le service. Mais les familles ont mis leur veto. « Elles ont peur du transport et de l'éloignement, c'est une vraie inquiétude. »

■ 10 heures : « Je ne sais pas où on a pu attraper le virus »

Sa poitrine fait des va-et-vient rapides, comme s'il cherchait de l'air. C'est le plus « vieux » de réa, là depuis cinquante-trois jours. A force d'être allongé, l'homme de 79 ans a une nécrose de la peau du dos que les infirmiers pansent. Sous l'aîne, un cathéter sert à le dialyser, ses

reins sont abîmés. Quelques chambres plus loin, on retourne un patient sur l'abdomen « en décubitus ventral », pour qu'il respire mieux. Il n'a pas eu le temps d'avoir sa deuxième dose Pfizer.

A côté, Gail Lopez, une artiste peintre de 71 ans, née à New York, tente de se lever pour la première fois, appuyée sur un déambulateur. Son mari lui a transmis le virus. « On a fait tellement attention, je ne sais pas où on a pu l'attraper », murmure-t-elle. Hospitalisation le 24 février, intubation, coma jusqu'au réveil. « Est-ce que j'aurais pu mourir ? » demande-t-elle à Lucile, la kiné. Celle-ci hésite. « Ça aurait pu être possible », élude-t-elle. Allez, on se lève. Trois, deux, un...

■ 11 heures : « Jamais je n'aurais pensé finir à l'hôpital »

A une dizaine de mètres, Trieu, le plus jeune du service avec 49 ans au compteur, lui aussi s'est réveillé. Regard hagard, il est sauvé, après avoir été contaminé lors d'un voyage en famille au Pays basque. « Je ne peux pas », dit-il, essayant de parler malgré son intubation. « Non, ne dites rien, poursuit le médecin, ce serait dangereux de vous enlever le tuyau mais vous avez fait de gros progrès. »

Son obésité a profité au virus. Avec 3 kg de moins, il n'aurait été qu'en surpoids. Djeneba, l'aide-soignante, lui amène une télé, change de chaîne, guettant un signe de sa part. Sur « les Feux de

l'amour », il cligne des yeux, indiquant que c'est qu'il veut voir. « La première vague, ils avaient 65-70 ans, là dix ans de moins. Il y a deux semaines, on a perdu un homme de 51 ans, il était plus jeune que mes parents, livre Morgane, infirmière. Je ne peux même pas vous dire combien de soignants sont en arrêt. » « Burn-out », avance Dominique, aide-soignant.

Ce nouveau transfert, samedi, a mis un coup au moral. « On a l'impression de revenir à la case départ. » Un peu plus tard, le chef de service de médecine interne, Jacques Pouchot, s'interroge : quand sera le pic ? « Peut-être à la fin du mois, on est vraiment sous l'eau », lance-t-il en colère contre ceux qui disent le contraire. Dans une chambre, on rencontre Edouard, un Egyptien, copte orthodoxe de 61 ans, la voix abîmée par l'intubation. Il s'effondre en pleurs. « Avec ce virus, je ne pouvais même pas boire une gorgée d'eau, respirer seul. Réfléchissez quand vous sortez, pensez au masque, à la distance, on doit être tous soudés », susurre-t-il, d'un ton bouleversé.

Dans une autre chambre, Gildas, lui, n'a que 32 ans et un visage d'ado. Jeudi dernier, il pensait faire une crise de

drépanocytose, maladie génétique qui l'a conduit plusieurs fois en réa. C'était le Covid. « Je me sentais compressé, dit-il, le poing sur la poitrine. Jamais je n'aurais pensé finir à l'hôpital. »

■ 12 heures : « Il y a un gros problème pour les transferts »

La cellule de crise vient de commencer. Autour de la table, les médecins ont le visage crispé. On compare les chiffres. L'hôpital est sur le fil, pas bon signe. Le taux de positivité chez les patients a grimpé de 6-8 % à 13 %. « On a fini le week-end au bord de la saturation », rapporte Emmanuel Guérot, réanimateur et directeur médical de crise.

A la tête de l'hôpital, Anne Lefebvre prévient. On est à 17 % de déprogrammation, à la fin de la semaine, il faudra passer à 40 %. Le sujet qui inquiète par-dessus tout, c'est celui des transferts. Au sein de l'AP-HP, 15 % des patients peuvent être évacués. « Il y a un gros problème, les familles ne veulent pas », déplore Emmanuel Guérot. En fin de semaine, un train partira peut-être vers l'Aquitaine. Le réanimateur l'espère, une pointe de regret dans la voix : « Mais ça aurait pu être aujourd'hui. »



Paris, lundi. A Georges-Pompidou, on compte dix-neuf lits occupés en réanimation. Rien qu'en une semaine, six malades y sont décédés.

Macron au pied du mur

« Le moment est venu d'envisager des dispositions pour la région parisienne », a avancé Jean Castex hier soir, à la veille d'un nouveau Conseil de défense sanitaire mené par le président.

PAR OLIVIER BEAUMONT, PAULINE THEVENIAUD, MARCELO WESFREID

LE VOILÀ au pied du mur. Souvent utilisée, parfois galvaudée, l'expression résume plus que jamais la situation dans laquelle Emmanuel Macron aborde le nouveau Conseil de défense sanitaire, ce matin. « Le moment est venu d'envisager des dispositions pour la région parisienne », a fini par lâcher Jean Castex, interrogé par BFMTV hier soir sur un éventuel reconfinement le week-end en Ile-France. Avec des variants devenus incontrôlables dans certains territoires, des services de réanimation saturés, des taux d'incidence toujours en hausse et une campagne vaccinale qui prend du plomb dans l'aile à la suite de l'arrêt temporaire, et soudain, de l'AstraZeneca, l'exécutif enchaîne les mauvaises nouvelles pour ce triste anniversaire du premier confinement.

Pis, en avouant lundi soir que « le maître du temps, c'est le virus », le chef de l'Etat a envoyé un message en forme d'aveu : il subit. « Cette phrase, après tout ce que les Français viennent de vivre depuis douze mois, c'est terrible. On donne une impression d'impuissance », soupire un conseiller au cœur du dispositif de crise, en parlant de « navigation à vue ». Quand un autre évoque une « séquence subie à cause de nos voisins européens ».

La séance des questions au gouvernement, hier après-midi à l'Assemblée, en a fait la

cruelle démonstration. Avec un Jean Castex sommé de s'expliquer par les oppositions : « Je ne comprends toujours pas votre stratégie vaccinale », l'a attaqué la socialiste Valérie Rabault. « Nous avons subi un défaut d'anticipation systématique », a relancé le député Thibault Bazin (LR). Et le Premier ministre a, pour la première fois, reconnu être face à « une forme de troisième vague », tout en récapitulant les habituels éléments de langage sur « le respect des gestes barrière ».

Le Premier ministre prêt à se faire vacciner pour montrer l'exemple

A la veille de la très attendue décision de l'Agence européenne des médicaments sur le maintien du vaccin AstraZeneca, l'exécutif ne sait plus vraiment où donner de la tête. Avec l'effet redouté de voir le lien de confiance rompu entre les Français et ce vaccin autour duquel le gouvernement a largement bâti sa campagne d'immunisation. Hier, toujours sur BFM, Jean Castex a annoncé qu'il se ferait vacciner « très rapidement » si la suspension d'AstraZeneca est levée, afin de montrer « qu'on peut y aller en toute sécurité ».

C'est d'ailleurs la teneur du petit-déjeuner qui s'est tenu hier matin à Matignon avec les cadres de la majorité : « Le Premier ministre a dit qu'il n'avait aucun élément qui pouvait nous inciter à ne pas faire confiance à ce vaccin. Mais que, à partir du moment



Toulouse (Haute-Garonne), vendredi. « Il y a un an, on était sidérés, maintenant on est fatigués », commente un très proche confident d'Emmanuel Macron.

où tous nos voisins l'avaient suspendu, c'était compliqué de ne pas faire pareil », résume un participant, espérant que cela n'altère pas l'objectif des 10 millions de vaccinés d'ici fin avril, maintenu par Castex. Lors du rendez-vous, le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, a suggéré que, à terme, si les gens renâclaient face à l'AstraZeneca,

les autorités sanitaires puissent en ouvrir l'administration à de nouvelles catégories de personnes dans l'idée de ne pas gâcher des doses. « Oui, oui, on va regarder », aurait répondu Castex, selon un participant. « Fausse bonne idée ! rétorque déjà un spécialiste du sujet. Ce vaccin, comme le Pfizer et le Moderna, a été élaboré pour les pa-

tients susceptibles de présenter des formes graves, autrement dit les personnes âgées. Ils protègent, mais rien n'indique à ce stade qu'ils ralentissent la progression du virus. Alors vouloir vacciner des plus jeunes ne changerait rien à l'embolie actuelle du système hospitalier. »

D'autres laissent entendre qu'un confinement de l'Ile-

Après tout ce que les Français viennent de vivre depuis douze mois, on donne une impression d'impuissance
UN CONSEILLER IMPLIQUÉ DANS LE DISPOSITIF DE CRISE

de-France étendu sur toute la semaine, et pas que le week-end, serait la solution. « Il y a une probabilité importante que la région soit confinée. Peut-être en semaine, avec couvre-feu à 20 heures », confie un poids lourd du gouvernement. Quand d'autres, au sommet de l'Etat, jurent ne « pas du tout envisager cette hypothèse ». Jeu de poker menteur ? « C'est une piste, mais Macron sait qu'il manie là de la nitroglycérine. »

Devant tant d'incertitudes, le chef de l'Etat a donc fait comme de coutume : il consulte. Hier en fin d'après-midi, une délégation du conseil scientifique, puis des réanimateurs pour évaluer l'état de tension dans les hôpitaux. De quoi inspirer les choix qui devraient être annoncés d'ici à jeudi soir. « Il y a un an, on était sidérés, maintenant on est fatigués. Si des décisions importantes sont prises, il faut être en mesure de les appliquer », commente, las, un très proche confident du président. Un autre, plus crûment : « Ça craint. »

Un vent de pagaille dans l'Union européenne

La suspension en ordre dispersé de l'AstraZeneca souligne la difficulté à se coordonner entre pays.

PAR HENRI VERNET

L'AFFAIRE AstraZeneca, où les pays européens ont réagi en ordre dispersé, les suspensions des uns – l'Allemagne notamment – entraînant celles des autres sans passer par la case Bruxelles, illustre la grande pagaille régnant dans l'Union en matière de vaccin.

Loin de s'en remettre à la Commission européenne, censée approvisionner les Etats membres et coordonner leur action, chaque capitale ou presque cherche à assurer le salut de sa population par ses propres moyens. Les uns, ulcérés par les lenteurs de livraison des labos, se tournent vers les Russes ou les Chinois. Voir les deux, comme



Bruxelles, le 8 mars. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a été pointée du doigt après plusieurs ratés.

la Hongrie, où le Premier ministre, Viktor Orban, coutumier des provocations envers les Vingt-Sept, s'est fait personnellement inoculer le sérum asiatique. La Pologne, hostile à la Russie, a choisi la Chine,

tandis que Slovaquie et République tchèque, confrontées à une détresse sanitaire, ont fait appel à Moscou qui leur aurait promis deux millions de doses de Sputnik V – qui est en cours d'examen mais pas en-

core homologué par l'Agence européenne des médicaments (EMA).

Vers une simplification des procédures ?

D'autres ont choisi de faire cavaliers seuls. Habitué à ruer dans les brancards, le chancelier autrichien, Sebastian Kurz, s'est rendu avec son homologue danoise, Mette Frederiksen, en quête de vaccin en Israël. « Le chancelier est un homme d'action, il prend les choses en main sans attendre les autres pour trouver des solutions, pas pour défier l'Europe », défend Michael Linhart, ambassadeur de l'Autriche à Paris. L'Europe bel et bien larguée ? « Dès qu'il y a un coup de vent, la

solidarité est plus dure à tenir », admet le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Clément Beaune. Il dénonce des « coups de com ». Ceux de la Russie, dont la production de doses est loin d'être massive, de la Chine, qui n'a même pas soumis son vaccin à l'EMA, ou du tandem austro-danois.

L'Europe peut-elle combler ses lacunes ? La Commission a livré 100 000 doses supplémentaires d'urgence à la République tchèque et à la Slovaquie, cette dernière en recevant 15 000 de plus que la France, sur ses quotas. « Le cadre européen est chahuté mais aucun pays n'est sorti du système de mutualisation », reprend Clément Beaune.

L'avance britannique ou américaine – deux pays produisant leurs vaccins – montre qu'il y a des leçons à tirer. « Il faut améliorer nos procédures trop lourdes, peut-être repenser notre rapport au risque : pourquoi faisons-nous moins confiance que d'autres aux nouvelles technologies vaccinales ? » s'interroge le secrétaire d'Etat.

Un incubateur européen dédié aux biotech et doté de 50 millions d'euros, Hera, va être créé. Mais l'Autriche prend les devants : « On investit 50 millions de dollars avec le Danemark et Israël dans la recherche des vaccins de deuxième génération », conclut l'ambassadeur Michael Linhart.